

# Crédit Bancaire Et Croissance Économique En Afrique Sub-Saharienne: Le Rôle De La Qualité Des Institutions

Nana Kuindja Rodrigue<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Université de Ngaoundéré - Cameroun

Received: 14 December 2019 Accepted: 1 January 2020 Published: 15 January 2020

## Abstract

Summary: The objective of this paper is to assess the effect of the quality of institutions in the relationship between bank credit and economic growth in the countries of Sub-Saharan Africa. To achieve this, econometric estimates were made using the Generalized Moment Method (MMG) in a dynamic panel of 36 countries in the area over the period from 2000 to 2018. The results obtained show that corruption and political instability have a negative effect on the level of bank credit granted to the private sector. The weakness of the legal framework has a negative effect on the level of bank credit granted to the private sector, thus limiting economic growth. This low level of democracy in these countries therefore has the effect of amplifying this pro-cyclical behavior of gross domestic product per capita. The independence of the central bank, an effective legal framework, political stability and a low level of corruption greatly reduce credit constraints and stimulate lending. The quality of institutions has optimal potential for promoting economic growth in Sub-Saharan Africa.

**Index terms**— institutional governance, cyclical monetary policy, economic growth, MMG.

## 1 Introduction

Les institutions représentent un moyen par lequel les agents au départ ignorants des actions et anticipations des autres obtiennent l'information leur permettant de se coordonner. Elles permettent selon Lachman (1970) d'économiser connaissance et information en favorisant un fonctionnement harmonieux des marchés. De manière précise, la littérature emprunte généralement la définition des institutions à North (1980), qui selon lui, les institutions sont les règles du jeu dans une société ou plus formellement, ce sont les contraintes humainement conçues qui déterminent les interactions humaines. Par conséquent, les institutions structurent les incitations dans les échanges humains aussi bien dans le domaine politique, économique et social (Duncan, 2014). Par ailleurs, les institutions ont pour nature de réduire l'incertitude dans la vie de tous les jours. On distingue les institutions formelles des institutions informelles. Les institutions formelles sont l'ensemble des contrats, des règles politiques, juridiques et économiques écrites, explicites et dont l'exécution devrait être assurée par une entité, généralement l'État ou ses administrations ??Calderon et al., 2016). En revanche, les institutions informelles ne sont pas écrites ; elles sont des règles implicites dont l'exécution est assurée de façon endogène par les individus appartenant à un même groupe ou à une communauté. Les institutions informelles sont un ensemble de coutumes, de conventions, de normes ou de codes de conduite dans la société . Quelle que soit la forme des institutions (formelles ou informelles), elles définissent également ce que les membres d'une société sont autorisés ou pas à faire et quelque fois sous quelles conditions certains membres de la société sont autorisés à entreprendre certaines activités ??Calderon et al., 2003 ??Calderon et al., , 2004)).

De façon générale, les travaux sur les institutions portent essentiellement sur les institutions formelles du fait des difficultés de mesure des institutions informelles. Les institutions formelles se regroupent sous deux catégories à savoir : les institutions économiques et politiques. Les institutions économiques définissent les règles régissant les interactions humaines dans le domaine économique alors que les institutions politiques définissent les règles

## 1 INTRODUCTION

---

44 dans le domaine politique ??Acemoglu, Johnson et Robinson, 2005a). Dans un pays, il peut exister plusieurs types  
45 d'institutions économiques. Rodrick (2005) distingue : les institutions de création de marché (les institutions de  
46 droit de propriété) ; les institutions de régulation du marché (les institutions monétaires et budgétaires) et les  
47 institutions de légitimation du marché (les institutions de protection et d'assurance sociale). Selon Gozgor (2018),  
48 la problématique des institutions a conduit à opposer dans la littérature deux courants : le courant orthodoxe  
49 (consiste à considérer les sociétés fictives avec des institutions préfabriquées et le courant hétérodoxe (consiste à  
50 partir des sociétés existantes ou ayant existé et de caractériser leurs institutions).

51 Les travaux de la nouvelle économie institutionnelle au début de la décennie quatre vingt dix sous l'égide  
52 de North (1980) ont mis en exergue le rôle des institutions dans le processus de développement économique.  
53 Ils montrent en particulier que l'existence de bonnes institutions stimule le développement et la croissance  
54 économique ??Calderon et al., 2003). La qualité des institutions est généralement appréhendée par le concept de  
55 gouvernance. En effet, l'adoption au début des années quatre vingt dix par la banque mondiale du concept de  
56 « bonne gouvernance » est caractéristique du poids de la nouvelle économie institutionnelle dans les politiques  
57 de développement proposées par ces institutions. Force est de reconnaître que la « gouvernance » tant utilisée  
58 par les experts de la banque mondiale véhicule un message lourd de conséquences au niveau des Etats. La  
59 bonne gouvernance est définie comme la capacité de l'Etat à fournir les institutions qui favorisent la croissance  
60 économique et la réduction de la pauvreté (Banque mondiale, 1992).

61 L'un des instruments utilisés par la Banque mondiale pour imposer un modèle de gouvernance tout en se  
62 défendant de le faire, ce sont les indicateurs de gouvernance (six indicateurs). La bonne gouvernance, malgré  
63 les ambiguïtés qu'elle recèle demeure une notion clé qui nous permet de mettre l'accent sur les défaillances des  
64 économies des pays du tiers-monde. A cet égard, la perpétuation des comportements rentiers chez l'élite de ces  
65 pays rend le développement irréalisable voire impossible. Dans cette optique, la promotion des pratiques de «  
66 bonne gouvernance » dans ces pays est d'une importance capitale. La mal gouvernance qui sévit dans les pays  
67 en développement explique l'échec des stratégies économico-politiques qui ont été mises en place. Ces pratiques  
68 de mal gouvernance affecte la qualité des institutions d'où leurs faiblesses traduites par l'incapacité de celles-ci à  
69 remplir les missions qui leur sont dévolues ??Jappelli et al., 2005 ;Gozgor, 2018).

70 Dans les pays d'Afrique Subsaharienne, la mal gouvernance se traduit par un niveau de corruption élevé  
71 traduisant ainsi la faiblesse des institutions. A titre illustratif, le rapport de transparency international (2017)  
72 fait état d'un niveau de corruption élevé d'où le faible score de l'index de perception de la corruption (CPI)  
73 de ces pays et leur position dans les profondeurs du classement. Cameroun CPI (25) L'insuffisance de crédit  
74 ou le sous-financement peut être appréhendé à travers le volume du crédit du secteur bancaire à l'économie.  
75 En Afrique Subsaharienne, les crédits à l'économie sont passés de 5,4% en 2016 contre 9,7% en 2015 reflétant  
76 pour l'essentiel un ralentissement des crédits à court terme et un recul des crédits à long terme, liés à la baisse  
77 de l'investissement dans un contexte économique peu favorable (Banque de France, 2016). En outre, le crédit  
78 accordé au secteur privé est l'un des plus faibles et représente en moyenne 9,56% du taux normalement observé  
79 qui est de 18,61%. Cependant, la plupart de ces banques disposent de réserves excédentaires ou libres. La théorie  
80 de l'intermédiation financière implique que les banques en situation de surliquidité devraient être frappées par «  
81 une frénésie de l'octroi des prêts » et donc une baisse de l'aversion pour le risque (CEA 1 La surliquidité bancaire  
82 désigne une situation de déséquilibre profond et permanent entre les ressources et les emplois d'une banque. Plus  
83 précisément, elle traduit une situation où la trésorerie bancaire est en permanence excédentaire, celle-ci variant  
84 sous l'influence tant des facteurs autonomes (conjoncturels), qu'institutionnels (Avom et Eyeffa, 2007). Cela peut  
85 provenir par exemple de la contrainte ,2011). Cependant, le fait stylisé observé est le paradoxe de la surliquidité  
86 bancaire et de l'insuffisance de crédit dans les pays d'Afrique Subsaharienne (Doumbia, 2011). 1 Commission  
87 Economique des nations unies pour l'Afrique. imposée par la banque centrale aux banques commerciales de se  
88 constituer des réserves obligatoires non rémunérées ou bien des variations positives des opérations extérieures. La  
89 surliquidité bancaire est généralement appréhendée par le concept de réserves libres ou excédentaires. Les réserves  
90 libres des banques en Afrique Subsaharienne atteignaient 2432,1 milliards de francs FCFA au 31 décembre 2014  
91 ont continué à fortement reculer revenant de 1648,2 milliards de francs CFA en 2015 à 909,2 milliards de francs  
92 CFA à fin 2016 ; soit une réduction de 44,8% par an. Toutefois, cette baisse a été compensée en partie par celle  
93 de 50% des coefficients des réserves obligatoires (Banque de France, 2016). Cependant, cette baisse n'occulte pas  
94 la situation de surliquidité qui prévaut en Afrique Subsaharienne.

95 L'hypothèse principale est que la faible qualité de la gouvernance des institutions contribue à expliquer  
96 l'insuffisance de crédit prévalant dans la zone et/ou de sa volatilité de la croissance économique. La gouvernance  
97 des institutions sont des règles formelles et informelles qui régissent les interactions humaines. Elle définit  
98 l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion desdites institutions  
99 (PNUD, 1997). Le problème qui se pose est donc celui d'un niveau toujours persistant du niveau de crédit  
100 accordé au secteur privé qui se traduit par de faibles performances macro-économiques. On remarque que  
101 malgré la persistance de la BEAC en quête de son autonomie, l'effet d'entraînement en termes d'amélioration des  
102 conditions de vie reste problématique car une grande partie des États demeure dans la catégorie de pays à revenu  
103 intermédiaire. Peut-on alors penser que le niveau de croissance économique obtenu par ces pays, qui est supposé  
104 financer le développement et générer de la croissance dans leurs territoires, soit tributaire de cette gouvernance des  
105 institutions ? L'objectif de cet article est donc d'une part d'évaluer l'effet de la gouvernance des institutions dans  
106 la relation qui existe entre le crédit bancaire et la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne, et

107 d'autre part de mettre en évidence des propositions à partir desquelles les politiques de développement pourront  
108 s'appuyer. Cette problématique nous semble légitime, car à notre connaissance aucune étude n'a encore été faite  
109 sur le rôle de la gouvernance des institutions dans la relation entre le crédit bancaire et la croissance économique  
110 dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le présent article vise donc à combler ce vide. La suite de l'article se  
111 présente de la manière suivante: La deuxième section présente la revue de la littérature. La troisième section,  
112 quant à elle, expose la démarche méthodologique. La quatrième section présente les résultats obtenus et leurs  
113 discussions. La cinquième section conclut l'étude.

## 114 **2 Volume XX Issue VI Version**

115 I 35 ( E ) II.

116 Revue de la Litterature Les économistes ne s'accordent pas jusqu'aujourd'hui sur le rôle de la gouvernance  
117 des institutions dans la relation qui existe entre le crédit et la croissance économique dans les pays d'Afrique  
118 subsaharienne. Certains pensent que la gouvernance des institutions améliore l'effet positif du crédit bancaire  
119 sur la croissance économique. D'autres par contre, démontrent que le crédit bancaire combiné à la gouvernance  
120 des institutions n'est pas toujours source de croissance économique.

## 121 **3 a) Institutions, crédit bancaire et croissance économique : une 122 analyse théorique**

123 Selon les tenants de la première thèse, c'est-à-dire ceux qui soutiennent l'idée selon laquelle le crédit bancaire  
124 combiné à la gouvernance des institutions a un effet positif la croissance économique dans les PED, la bonne  
125 gouvernance constitue un préalable nécessaire à la gestion de la réaction des autorités monétaires à travers la  
126 lutte contre la corruption et la fraude fiscale. La qualité de la gouvernance des institutions sera bonne dans les  
127 pays Subsaharien et la valorisation des dépenses publiques se fera aisément. La Porta et al., (1997) en analysant  
128 le lien entre le système juridique et le marché financier, spécifie le degré d'application de la loi et le contenu de la  
129 loi. La qualité des institutions et le crédit bancaire est généralement analysée sur le prisme de la relation entre  
130 le cadre juridique et la finance ??Calderon et al., 2004). La meilleure qualité de l'application de la loi mesurée  
131 par une évaluation faite par les investisseurs et environnement dans lesquels ils opèrent a un effet significatif  
132 sur l'étendue des marchés du crédit. Dans le même sillage, Démirguc-Kunt et Maksimovic (1998) affirme qu'un  
133 système juridique efficace est important parce qu'une entreprise qui souhaite obtenir un financement de long terme  
134 doit être capable de s'engager de manière crédible dans la lutte du comportement opportuniste des initiés. Un  
135 système financier bien développé est important parce que les marchés financiers et les banques servent de source  
136 de financement ou de capital et de mécanismes pour garantir que les investisseurs aient accès à l'information à  
137 propos des activités des entreprises ??Calderon et al., 2016).

138 Ainsi, l'existence de marchés financiers développés et actifs ainsi qu'un système bancaire important devrait  
139 faciliter l'accès aux financements extérieurs de long terme aux entreprises. Les banquiers refusaient et refusent  
140 toujours de prêter car ils manquent d'informations pour évaluer le risque ou car les projets sont trop risqués, ceci  
141 du fait de l'inapplication et de l'inadéquation de la loi. Les procédures collectives se déroulent par l'intermédiaire  
142 des tribunaux. Elles regroupent la liquidation judiciaire et la faillite. La loi ne prévoit aucune procédure d'alerte  
143 et l'actif net des entreprises industrielles lors de l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire est négatif  
144 dans 30% des cas. Selon les interlocuteurs concernés par les procédures collectives, la plupart des liquidations  
145 n'aboutissent pas toujours au redressement des entreprises en raison du comportement des liquidateurs qui  
146 effectuent un pillage quasi-systématique des actifs de l'entreprise.

147 Selon l'organisation Transparency International dans son rapport de 2016 sur l'état de la corruption, dans de  
148 nombreux pays en Afrique subsaharienne, les populations ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins élémentaires  
149 du fait d'un niveau de corruption encore très élevé. La région en 2017 présente un score ??e

## 150 **4 X est un vecteur de contrôle composé de quatre variables :**

151 Le produit intérieur brut (PIB), représente les effets du niveau de revenu sur les crédits intérieurs. On devrait  
152 attendre un effet positif du PIB sur les crédits intérieurs parce que lorsque le revenu augmente la demande de  
153 crédits devrait aussi augmenter (Magud et al., 2014). L'offre de monnaie est définie par la masse monétaire en  
154 pourcentage du PIB. Il devrait avoir une relation positive entre l'offre de monnaie et les crédits intérieurs de  
155 sorte qu'un accroissement de l'offre de monnaie implique une politique monétaire expansionniste et ainsi une  
156 croissance rapide des crédits domestiques (Guo et Stepanyan, 2011). La différence de taux d'intérêt est définie  
157 comme la différence entre le taux d'intérêt intérieur en pourcentage et le taux d'intérêt sur les prêts pratiqués  
158 aux USA en pourcentage. Selon les articles précédents, une différence de taux d'intérêt élevée devrait réduire le  
159 niveau de crédits intérieurs (Gozgor, 2014 ; ??agud et al., 2014). Le solde courant de la balance commerciale  
160 en pourcentage du PIB devrait être négativement lié aux crédits intérieurs (Davis et al., 2016 ; Gozgor, 2014 ;  
161 Lane and MC Quade, 2014). ?? ?? ,?? ?? ,?? ??,?? ?? représentent respectivement la période (l'année) à effet fixe,  
162 l'échantillon ou le pays à effet fixe et le terme de l'erreur. La principale hypothèse ici est qu'un haut niveau du  
163 risque politique a un effet négatif sur les crédits intérieurs accordés au secteur privé.

## 164 5 b) La stratégie d'estimation

165 La stratégie d'estimation va se dérouler en deux temps. D'une part, nous évaluons l'effet des institutions politiques  
 166 sur l'accès au crédit bancaire en Afrique subsaharienne en mettant en interaction les variables institutionnelles  
 167 politiques avec le cycle économique à travers un vecteur. Notre modèle dynamique est le suivant :????????????  
 168 ???? = ?? 0 + ?? 1 ?????????? ??,??1 + ?? 2 ????????? ??,?? + ?? 3 ?? ??,?? +?? ?? + ?? ?? + ?? ??,??

169      Où ?????????? ??,?? est le niveau du crédit accordé au secteur privé par les banques en pourcentage du PIB  
170      du pays i à la période t.

171 ?????????? ??,??1 est le niveau de crédit accordé au secteur privé par les banques en pourcentage du PIB à la  
172 période antérieure. La variable dépendante retardée est incluse afin de permettre l'ajustement partiel du crédit  
173 bancaire à sa valeur de long terme ; ??????? ??,?? est la qualité de la gouvernance dans un pays  $i$  à la période  
174  $t$ .

175      ?? ??,?? ?????? le vecteur de contrôle du pays i à la période t.

176      ?? ?? ,?? ?? ,?? ??,?? représentent respectivement la période (l'année) à effet fixe, l'échantillon ou le pays à  
 177 effet fixe et le terme de l'erreur.

178 ?? 0 est le terme constant.  $i (= 1,2,3, \dots, N)$  est le nombre de pays et  $t (= 1, 2, 3, \dots, T)$  est le nombre de  
179 périodes.

## 180 6 c) Les variables spécifiées

181 Les variables de notre modèle sont constituées essentiellement des variables de gouvernance, du crédit bancaire,  
182 et de croissance économique. Les données de la qualité des institutions sont comprises entre approximativement  
183 -2,5 (mauvaise) à 2,5 (bonne) qualité de la gouvernance obtenue par chaque pays. Sur la base des travaux  
184 empiriques antérieurs (Ongo et Song, 2017) et en raison de la disponibilité des données sur la mesure de la  
185 qualité de la gouvernance, nous retenons des indicateurs de la WDI (2018) de la Banque mondiale. On distingue  
186 ainsi : La stabilité politique qui mesure la perception de la probabilité d'une déstabilisation par des moyens non  
187 constitutionnels ou violents. L'État de droit mesure le degré de confiance qu'ont les citoyens et la manière dont  
188 ils se conforment à la protection des droits de propriété, au respect des contrats, des compétences des tribunaux  
189 et de la police, la perception de la criminalité et de la violence. La corruption mesure l'utilisation des pouvoirs à  
190 des fins d'enrichissement personnel y compris la grande et la petite corruption ainsi que « la prise d'otage » de  
191 l'État par les élites recherchant leurs intérêts.

192 Les variables de contrôle sont au nombre de quatre impactant sur le niveau de crédit intérieur accordé au  
193 secteur privé, mais en raison de la disponibilité des données relatives à notre échantillon nous en utiliserons que  
194 deux : Le PIB réel par tête : Il mesure le taux de croissance du produit intérieur brut par tête (en dollars USD  
195 au prix constant par rapport à l'année 2000). L'offre de monnaie en pourcentage du PIB : un accroissement  
196 de l'offre de monnaie à un effet positif sur l'accroissement du niveau de crédit accordé au secteur privé (Guo et  
197 Stepanyan, 2011). Les variables du crédit prennent le crédit bancaire accordé au secteur privé en pourcentage  
198 du PIB.

## <sup>199</sup> 7 d) La technique d'estimation

La méthode d'estimation adoptée est la méthode des moments généralisés (GMM) pour les modèles de panel dynamiques. Cette méthode nous permet de résoudre l'éventuel problème d'endogénéité de l'ensemble des variables indépendantes du modèle. Elle présente en outre l'avantage d'engendrer des instruments internes sur la base des variables indépendantes endogènes du modèle. Nous utilisons l'estimateur de la méthode des moments généralisés en système (GMM-SYS) initié par ??lundell ??1991) qui teste la corrélation sérielle de premier ordre des erreurs en niveau en testant la corrélation sérielle de second ordre des erreurs en différence  $\hat{y}_{i,t} - \hat{y}_{i,t-1} + \hat{X}_{i,t} - \hat{X}_{i,t-1}$  ? i, t .

## 8 e) Les données, l'échantillon et période d'étude

208 Les données sont tirées des statistiques de la Banque Mondiale WDI (2018), précisément le taux d'inflation  
 209 (IPC) et le produit intérieur brut réel (PIB). Chaque pays de notre échantillon dispose de données sur au  
 210 moins 10 ans. Le taux d'intérêt nominal est tiré de la base International Financial Statistics du FMI (2018)  
 211 et du Global Financial Development Database (2018). Les données relatives à l'inflation sont incomplètes pour  
 212 certains pays. Celles relatives au PIB et au taux d'intérêt sont disponibles pour l'ensemble de l'échantillon. Les  
 213 données relatives aux régimes de change sont tirées de la base montée par Ilzetzki, Reinhart et Rogoff (2016)  
 214 actualisée. Les données relatives aux variables institutionnelles politiques sont tirées de la base du Groupe  
 215 Political Risk Services, précisément les données relatives à la démocratie et la corruption. Les données relatives  
 216 à l'indépendance de la banque centrale sont extraites de la base de Garriga (2016), plus précisément le taux de  
 217 rotation des gouverneurs. La période de l'analyse de ce travail s'étend de 2000 à 2018 et porte sur un panel de 36  
 218 pays de l'Afrique Sub-Saharienne. Le choix de la période d'étude et la taille de l'échantillon s'est fait en tenant  
 219 compte de la disponibilité des variables.

---

220 **9 IV.**

221 **10 Résultats Et Discussions**

222 La qualité des institutions joue un rôle primordial dans l'influence de l'accès au crédit bancaire et son impact sur  
223 la croissance économique. D'une part, la corruption, l'instabilité politique ont un effet négatif sur le niveau du  
224 crédit bancaire accordé au secteur privé. D'autres part, la faiblesse du cadre juridique a un effet négatif sur le  
225 niveau du crédit bancaire accordé au secteur privé.

226 **11 a) Analyse de l'effet de la corruption et l'instabilité politi-  
227 que sur la relation entre le crédit bancaire et croissance  
228 économique en Afrique Subsaharienne**

229 De manière globale, les résultats de cette recherche sont satisfaisants. Sur le plan économétrique, les tests de  
230 Wald nous amènent à confirmer la significativité globale et forte de nos modèles. En effet, les probabilités qui sont  
231 associées à ces tests sont plus petites que le seuil de 1% (Prob ? chi2= 0,000) pour l'ensemble de nos régressions.  
232 De plus, les statistiques de Hansen sont concluantes pour l'ensemble de nos modèles et nous permettent de  
233 confirmer la validité des instruments. Elle est de façon générale supérieure au seuil de 10% (Prob ? chi2= 234  
0,103 ; Prob ? chi2= 0,272 et Prob ? chi2= 0,104). Enfin, les tests d'autocorrélations des résidus (AR(1) et  
235 AR( ??)) sont aussi satisfaisants dans la mesure où les AR(1) sont acceptés et les AR(2) rejetés. En effet, ces  
236 derniers sont respectivement  $p?z = 0,0117$  et  $p?z = 0,452$ ,  $p?z = 0,0399$  et  $p?z = 0,220$  et enfin  $p?z = 0,0437$  et  
237  $p?z = 0,120$ . Les tests AR(2) ne permettent donc pas de rejeter l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation au  
238 second ordre des résidus (tableau 1). Sur le plan théorique, une importance de ce résultat réside en ce que l'accès  
239 au crédit bancaire dans les pays d'Afrique subsaharienne n'échappe pas au constat du rationnement du crédit  
240 qui est effectué dans les pays en développement d'une manière générale. Le signe négatif et significatif qui est  
241 associé au coefficient du cycle économique (-1,446) confirme que l'accès au crédit bancaire dans les pays d'Afrique  
242 subsaharienne est bel et bien pro-cyclique. Ainsi, une augmentation ou amélioration de l'activité économique  
243 de 1% se traduit par une diminution des taux d'intérêt de l'ordre de 1,446%. Inversement, la dégradation de  
244 l'activité économique dans les pays de cette région se traduira par un resserrement des conditions monétaires.  
245 Ce résultat vient confirmer les travaux précédant sur le paradoxe de la surliquidité bancaire dans les pays en  
246 développement en général. Il est conforme aux résultats trouvés par Calderon et al. ??2004, ??016), Duncan  
247 (2014). Au niveau particulier de l'Afrique subsaharienne, nous pouvons dire à la limite de nos connaissances  
248 que ce résultat pourrait être l'un des pionniers, les autres travaux étant effectués sur des cas particuliers tel  
249 que l'Afrique du sud et le Nigéria. L'interprétation économique qui ressort de ce résultat est que dans les pays  
250 d'Afrique subsaharienne, le développement financier en tant que politique macroéconomique ne constitue pas  
251 un outil de stabilisation de l'activité économique. Les différents coefficients montrent alors de façon plus claire  
252 et plus prononcée, une réaction positive des autorités monétaire vis-à-vis de l'inflation. Enfin, un élément reste  
253 non-négligeable, coefficient associé à la variable dépendante retardée et statistiquement différent de zéro. Il y a  
254 une certaine persistance des décisions monétaires passées, sur celles encours (graphique 1). V.

255 **12 Source : construit par l'auteur à partir des données de la  
256 WDI**

257 **13 Conclusion**

258 Dans cet article, nous avons examiné l'effet de la qualité des institutions dans la relation qui existe entre le  
259 niveau faible des crédits bancaires et la croissance économique dans les pays de l'Afrique Sub-Saharienne. Pour y  
260 arriver, des estimations économétriques ont été faites en utilisant la Méthode des Moments Généralisés (MMG)  
261 en panel dynamique de 36 pays de la zone sur la période allant de 2000 à 2018. Les estimations empiriques ont  
262 été précédées des tests de dépendance des économies (Pesaran, 2004) et des tests de stationnarité de seconde  
263 génération (Pesaran, 2007). L'application du test de dépendance a montré l'existence de l'interdépendance entre  
264 les économies d'ASS. Le modèle à effet fixe a permis de corriger l'hétéroscédasticité et l'autocorrélation. Les  
265 résultats obtenus montrent que la corruption et l'instabilité politique ont un effet négatif sur le niveau du crédit  
266 bancaire accordé au secteur privé. De même, la faiblesse du cadre juridique a un effet négatif sur le niveau du  
267 crédit bancaire accordé au secteur privé. De manière précise, le faible niveau de responsabilité démocratique et  
268 la corruption accentuent le comportement pro-cyclique des banques dans les pays d'Afrique subsaharienne. La  
269 qualité de la gouvernance des institutions a un potentiel optimal pour la promotion d'une croissance économique  
270 dans l'Afrique Subsaharienne. L'originalité de cette étude réside sur l'application de la théorie des institutions  
271 (politiques et économiques).

272 Les institutions économiques (notamment le régime de change, la liberté monétaire, la liberté financière et  
273 l'indépendance de la banque centrale) peuvent jouer un rôle primordial dans l'influence du comportement pro-  
274 cyclique des banques. L'introduction de l'indice ne pouvant pas constituer une barrière à l'entrée d'autres firmes  
275 (Avom et al., 2017).

## 13 CONCLUSION

---

276 Plus précisément, notre étude mettait en exergue l'impact négatif de la faible qualité du cadre institutionnel sur  
277 le niveau du crédit bancaire (Diallo, 2009). La mal gouvernance qui sévit dans les pays d'Afrique Subsaharienne  
278 explique l'échec des stratégies économico-politiques qui ont été mises en place. Ces pratiques de mal gouvernance  
279 affecte la qualité des institutions, d'où leurs faiblesses traduites par l'incapacité de celles-ci à remplir les missions  
280 qui leur sont dévolues. Dans cette optique, la promotion des pratiques de « bonne gouvernance » dans ces pays  
281 est d'une importance capitale. Cette bonne gouvernance rend facile l'accès au crédit bancaire pour réduire les  
282 fluctuations conjoncturelles des économies. En définitive, la principale contribution de cette étude est d'avoir mis  
283 en évidence que la bonne gouvernance des institutions d'un pays donné influence la dynamique du développement  
financier par rapport à son cycle économique. <sup>1 2</sup>

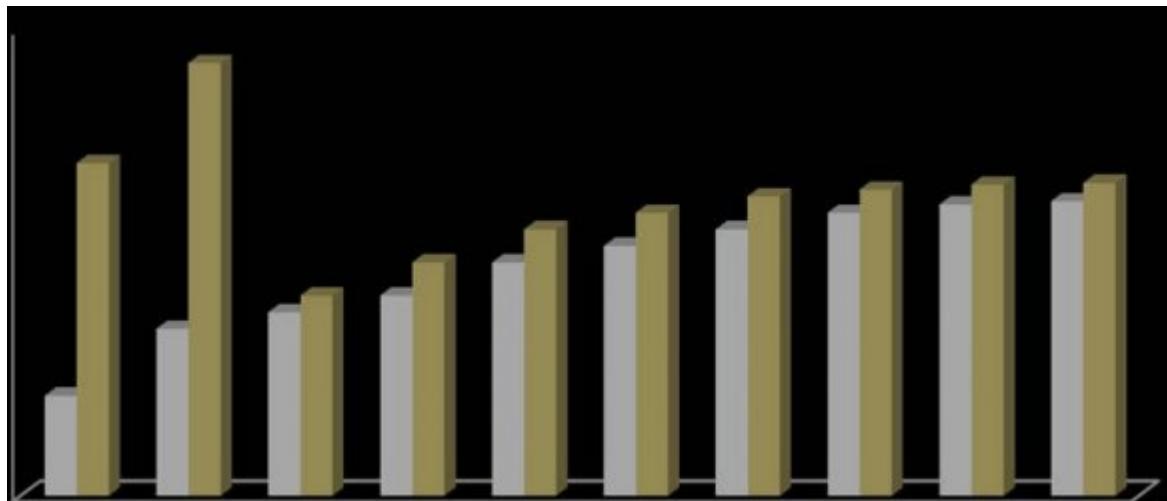


Figure 1:

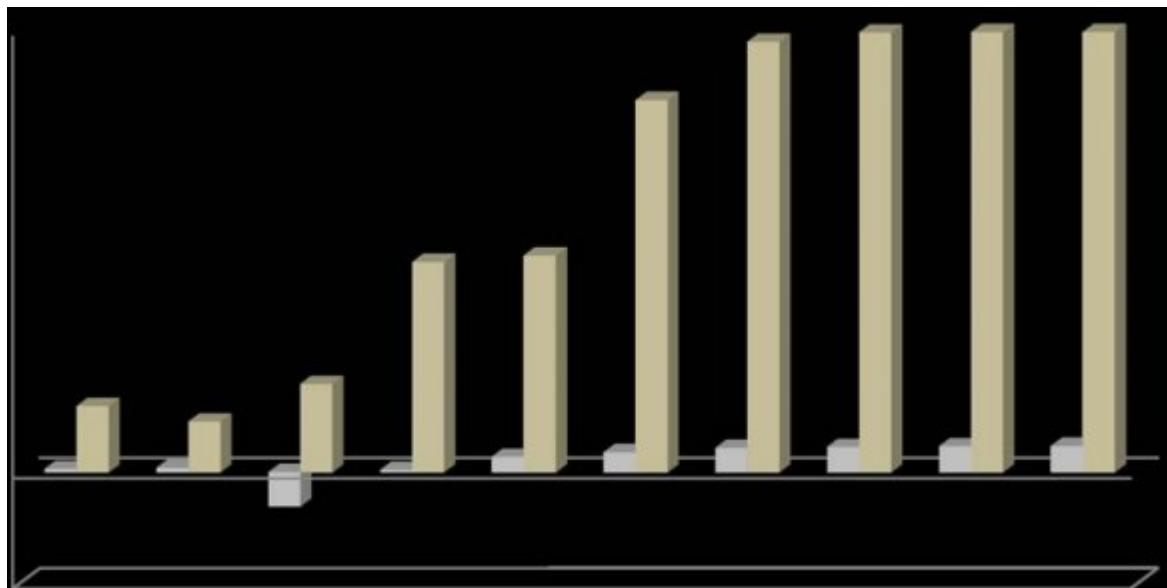


Figure 2:

284

---

<sup>1</sup>Crédit Bancaire Et Croissance Économique En Afrique Sub-Saharienne: Le Rôle De La Qualité Des Institutions

<sup>2</sup>© 2020 Global Journals

Les banques expliquent ces accusations par des facteurs institutionnels, l'environnement économique, juridique et réglementaire qui limitent leurs activités justifiant ainsi leur forte aversion à la prise de risque (Adam-madji, 1997) d'où l'insuffisance de crédit auquel sont confrontés les pays de la sous-région. Cette situation est généralement assimilée à la problématique du rationnement de crédit. Cependant, il en découle un clivage entre économistes et banquiers sur cette question, car ces derniers estiment qu'il n'y a pas de rationnement de crédit en Afrique Subsaharienne. Car l'expression « rationnement » renvoie à une décision administrative de freiner le crédit. Il s'agit davantage d'une insuffisance de crédit (Calvin, 2008). En effet, du fait du caractère embryonnaire des marchés financiers les économies et plus précisément les petites et moyennes entreprises sont fortement dépendantes du financement bancaire. Les banques en tant qu'intermédiaires financiers jouent un rôle prépondérant dans l'allocation des ressources. Ainsi, le développement économique des pays est fortement tributaire du crédit bancaire. Une insuffisance du crédit est dommageable pour les perspectives de croissance économique de ces pays.

La crise des années quatre vingt a mis en exergue une certaine défaillance des institutions de régulation d'où le vaste programme de restructuration engagé dans le secteur bancaire en Afrique Subsaharienne au début de la décennie quatre vingt dix pour se doter d'instruments et d'institutions de bonne qualité. Les réformes dans le secteur bancaire ont porté sur une approche gradualiste qui repose sur l'idée que les réformes s'appuient sur les changements appropriés des structures institutionnelles à la fois d'ordre macroéconomique et microéconomique. Toutefois, ces réformes ont le plus porté d'une part sur la refonte des instruments de la politique monétaire traduite par la libéralisation du contrôle des taux d'intérêt et la programmation monétaire. D'autre part, le changement du cadre institutionnel se traduit par la création d'une institution communautaire (COBAC) et la redéfinition des

bancaires parce qu'elles augmentent la probabilité que des prêts à problèmes soient découverts plus tôt. Chen et al., (2013) mettent en exergue que la corruption plutôt que la performance des entreprises déterminent en grande partie dans quelle mesure les entreprises privées ont accès au crédit bancaire.

Kaufman et Wei (2000) ; Méon et Sekkat (2005)

du crédit. Cependant, Zazzaro (2005) tient compte des asymétries d'information concernant le talent entrepreneurial de l'emprunteur et montre théoriquement que les améliorations de l'application de la loi réduisent l'incitation de la Banque à filtrer les emprunteurs de manière adéquate et les banques pourraient évaluer les emprunteurs à tort. En conséquence, un accès au crédit pourrait être plus difficile (plus facile) pour les emprunteurs de bon type (de mauvais type), et donc une meilleure application de la loi affecte l'allocation du crédit et augmente le taux de défaut. En outre, Manove et al (2001) mettent en exergue que si l'effet de la paresse existe, l'effet moyen de l'exécution judiciaire sur l'allocation de crédit est ambigu. Les coûts de financements sont plus élevés dans les pays avec les systèmes juridiques inefficaces (Demirguc-kunt et Maksimovic, 2002 ; Leaven et hypothécaires étaient généralement plus haut dans les états où le processus de saisie immobilier était plus long et plus couteux. Fabbri et Padula (2001) mettent en exergue que les ménages se trouvant dans les districts dans lesquels Majnoni, 2005 ; b) Enseignements empirique de la relation entre Institutions, crédit bancaire et croissance économique Calderon et al., (2004, 2016) montre que les institutions politiques affectent la cyclicité de la politique (Lavallée, 2006 ; III. Approche Methodologique D'analyse insistent sur le fait selon lequel bien que la corruption puisse avoir des avantages lorsque la qualité de la gouvernance est faible, elle peut aussi générer des coûts additionnels dans les mêmes circonstances. Méon et Sekkat (2005) soulignent que la corruption agit comme un « grain de sable dans les rouages » de la croissance économique et de l'investissement. Dans le même sillage, Cieslik et Goczek (2018) étudient les effets de la corruption en utilisant un modèle de croissance endogène en économie ouverte avec une parfaite mobilité des capitaux sur le plan international. Ils testent empiriquement les prédictions de la théorie en utilisant un échantillon de 142 pays pour la période 1994-2014 et la méthode des moments généralisés (GMM). Les théories du second best ont également été invalidées dans le cadre du commerce international des Facteurs de Qualité Des Institutions Du Crédit Bancaire Nous présentons ici le modèle, la stratégie d'estimation, la technique d'estimation, les données, l'échantillon et la période d'étude. a) Le modèle économétrique Le modèle utilisé dans le cadre de ce travail est inspiré de celui de Gozgor (2018), lui-même inspiré de celui de (Kaie et Stepanyan, 2011 ; Guo et Stepanyan, 2015 ; Lane et MC Quada, 2014 ; Magud et al., 2014, monétaire. Méador et Mark (1982) a trouvé que les taux d'intérêt Gozgor, 2014) :

le système judiciaire est moins efficace reçoivent moins de crédits, même après le contrôle des caractéristiques ou des capacités de remboursement des ménages.

Horioka (2009) analyse l'effet du degré d'application de la loi sur les contraintes du crédit, le niveau du crédit et la probabilité de défaut en utilisant un modèle logit.

Démirguc-kunt et al., (1999) utilisent les données bancaires et montrent que les différences de marge d'intérêt et de rentabilité des banques reflètent divers déterminants, y compris les caractéristiques bancaires, les conditions macroéconomiques, les impôts, les réglementations, la structure financière et les indicateurs juridiques et institutionnels. Leurs résultats impliquent également que la rentabilité supérieure des banques

---

Figure 5:

1

Variables	La moyenne des taux de croissance économique (TCROI)	Coefficien
CRDPRV	-0,005142	(2,18)***
ETDRT	-0,0239851	(-1,13)**
STP	-0,026461	(-0,56)
CORR	-4,019083	(-8,91)***
LNPIB	1,689520	(2,31)**
OFIMEN	3,017425	(1,01)***
R <sup>2</sup>	0,9181	0,9282
? <sup>2</sup>	129,93***	129,57***
Total pays	36	36
Prob>F	0,0000	0,0000
Observations	60	60

Note \*: significativité à 1% ; \*\*: significativité à 5% ; \*\*\* : significativité à 10%.

Source : Construit par l'auteur, à partir de Stata.

Figure 6: Tableau 1 :

## 13 CONCLUSION

---

1

200%

14%

13%

150% 100%

8% 10%

6%

10%

12%

50%

6%

5% 5.50%

2%

4%

2%

30%

3%

2%

-15.50%

23%

40%

1%

0%

0%

2000000 2002

2002 2004 2004 2006

-50%

Taux de C

En outre, plus important encore et en relation avec l'objectif principal, les variables institutionnelles politiques

OFIMEN b) Évaluation de l'effet de la faiblesse du cadre 2,011052 R<sup>2</sup> 0,5010 juridique sur la relation entre l

qui présente le niveau moyen le plus élevé de Observations 60

corruption. La région en 2017 présente un score de 32

Note \*: significativité à 1% ; \*\*: significativité à 5% ; \*\*\* : significativité à 10%. contre 44,19 en Amérique, plus élevé de corruption. Il en est de même pour l'état En procédant à des régressions avec les

de la responsabilité démocratique dans les pays de variables institutionnelles prises individuellement, nous

cette région. Les niveaux de responsabilité avons réalisé pratiquement trois régressions. Ainsi le

démocratique selon l'ICRG sont distribués avec des test de Wald est concluant pour l'ensemble de ces

- 285 [Afrique Du Sud et al.] , Afrique Du Sud , Algérie , Angola , Bénin , Burkina Botswana , Faso , Burundi , Capt  
 286 Cameroun , Vert , Côte D'ivoire , Djibouti , Érythrée , Ethiopie , Gabon , Gambie , Ghana , Guinée Guinée  
 287 , Équatoriale , Guinée-Bissau , Kenya , Lesotho , Madagascar , Malawi , Mali , Île Mauritanie , Maurice .  
 288 Maroc , Mozambique , Namibie , Niger , Nigéria ; Congo , République du Congo , Rwanda , Sao Tome et Principe ,  
 289 Sénégal , Seychelles , Sierra-Leone , Soudan , Swaziland , Tanzanie , Tchad , Togo , Tunisie , Ouganda , Zambie ,  
 290 Zimbabwé . (République arabe d'Égypte , République Démocratique du)
- 291 [Douglass and North ()] , C Douglass , North . *Journal of Economics Perspectives* 1991. 5 p. . (Institutions)
- 292 [Annexe Liste des pays d l'Afrique Subsaharienne de l'échantillon] *Annexe Liste des pays d l'Afrique Subsaharienne de l'échantillon*,
- 294 [Arellano and Bover ()] 'Another Look at the Instrumental-Variable Estimation of Error Components Models'.  
 295 M Arellano , O Bover . *Journal of Econometrics* 1995. 68 p. .
- 296 [Ahlin ()] 'Are financial development and corruption control substitutes in promoting growth?'. Christian Ahlin  
 297 , JiarenP . *Journal of Development Economics* 2007. 86 (2) p. .
- 298 [Avom and Et Eyeffa ()] D Avom , S M Et Eyeffa . *Quinze ans de restructuration bancaire dans la CEMAC : qu'avons-nous appris ?* , *Revue d'Économie Financière* , 2007. 37 p. .
- 300 [Avom and Et Nana Kuindja ()] D Avom , R Et Nana Kuindja . « *Les Barrières à l'Entrée Expliquent-elles le Comportement des Banques dans la CEMAC ?* » , *Revue d'Économie Financière* , 2017. 127 p. .
- 302 [Angkinand (2007)] 'Banking, regulation and the output cost of banking crises'. A P Angkinand . *Journal of International Markets, Institutions and Money* 2007. December. p. .
- 304 [Lane ()] 'Business Cycles and Macroeconomic Policy in Emerging Market Economies'. P R Lane . *International Finance* 2003. 6 p. .
- 306 [Calvin ()] A Calvin . *Surliquidité des Banques dans la CEMAC et Rationnement Du crédit des Banques aux PME : que faire face à ce paradoxe ?* , *Conférence-débat* , 2008. Université de Ngaoundéré
- 308 [Yeyati and Sturzenegger ()] 'Classifying Exchange Rate Regimes: Deeds vs. Words'. L Yeyati , F Sturzenegger  
 309 . *European Economic Review* 2005. 49 p. .
- 310 [Anderson and Campbell ()] 'Corporate governance of Japanese banks'. C W Anderson , T L Campbell . *Journal of Corporate Governance* 2004. 10 p. .
- 312 [Charreaux ()] *Corporate Governance Theories: From Micro Theories to National Systems Theories; Centre de recherche en finance, architecture et gouvernance des organisations* , Décembre, G Charreaux . 2004. p. .
- 314 [Corruption Perceptions Index ()] *Corruption Perceptions Index* , 2017. 2016. Berlin.
- 315 [Demirel ()] U Demirel . *Macroeconomic Stabilization in Developing Economies: Are Optimal Policies Procylical ?* , 2010. 54 p. .
- 317 [Demirgüç-Kunt et al. ()] A Demirgüç-Kunt , L Leaven , R Levine . « *Regulations, Market Structure, Institutions, and the Cost of Financial Intermediation.* » , 2004. 36 p. .
- 319 [Francesca and Di ()] 'Deposit Insurance, Institutions, and Bank Interest Rates'. C Francesca , Giorgio Di , G .  
 320 *Transition Studies Review* 2004. 11 p. .
- 321 [Calderón et al. ()] 'Do Good Institutions Promote Counter-Cyclical Macroeconomic Policies?'. C Calderón , R  
 322 Duncan , K Schmidt-Hebbel . *Federal Reserve Bank of Dallas, Working Paper* , 2016. p. 118.
- 323 [Allegret and Azabbi ()] 'Développement Financier'. J P Allegret , S Azabbi . *Paneconomicus* 2012. 5 p. .  
 324 Croissance de Long Terme et Effets de Seuil
- 325 [Eichengreen and Et Dincer (2009)] B Eichengreen , N Et Dincer . *Central Bank Transparency: Causes, Consequences and Updates* , 2009. September 2009. p. 14791. (NBER Working Paper)
- 327 [Holtz-Eakin et al. ()] 'Estimating Vector Auto regressions With Panel Data'. D Holtz-Eakin , W Newey , H S  
 328 Rosen . *Econometrica* 1988. 56 (6) p. .
- 329 [Ilzetzki et al. (2016)] *Exchange Rate Arrangements Entering the 21st Century: Which Anchor Will Hold?* , E  
 330 Ilzetzki , C Reinhart , K Rogoff . 2016. May 13. (Background Material)
- 331 [Yakhin ()] 'Financial Integration and Cyclicity Monetary Policy in Small Open Economies'. Y Yakhin . *Monaster Center for Economic Research* 2008. p. . (Discussion Paper; n° 2)
- 333 [Anderson and Et Tarp ()] 'Financial Liberalisation, Financial Development and Economic Growth in LDC's'. T  
 334 Anderson , F Et Tarp . *Journal of International Development* 2003. 15 (2) .
- 335 [Gal and Perotti ()] 'Fiscal Policy and Monetary Integration in Europe'. J Gal , R Perotti . *Journal of Economic Policy* 2003. 18 p. .
- 337 [Frankel et al. ()] J Frankel , C Végh , G Et Vuletin . *On Graduation from Fiscal Procylicality* , 2013. 100 p. .
- 338 [Caprio et al. (2004)] 'Governance and bank Evaluation'. G Caprio , L Laeven , R Levine . *World Bank Policy Research* , 2004. February 2004. 3202 p. .

## 13 CONCLUSION

---

- 340 [Caprio et al. (2007)] 'Governance and bank Evaluation'. G Caprio , L Laeven , R Levine . *Journal of Financial  
341 Intermediation* 2007. October 2007. 16 p. .
- 342 [Gérer le développement: Le rôle de l'État dans la Transformation Économique ()] *Gérer le développement: Le  
343 rôle de l'État dans la Transformation Économique*, (Ethiopie) 2011. Adis-Abéba. (Commission Économique  
344 pour l'Afrique)
- 345 [Blundell and Bond ()] 'Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models'. R Blundell  
346 , S Bond . *Journal of Econometrics* 1998. 87 p. .
- 347 [Acemoglu et al. ()] 'Institutional Causes Macroeconomic Symptoms: Volatility, Crises and Growth'. D Ace-  
348 moglu , S Johnson , J A Robinson , Y Thaicharoen . *Journal of Money Monetary Economics* 2003. 50 p.  
349 .
- 350 [Duncan ()] 'Institutional Quality, the Cyclical of Monetary Policy and Macroeconomic Volatility'. R Duncan  
351 . *Journal of Macroeconomics* 2014. 39 p. .
- 352 [Mondjeli ()] 'Institutions and Pro-cyclicality of Fiscal policy in Subsaharan Africa'. Mondjeli . *Economic  
353 perspectives de l'Economie mondiale du FMI d'avril*, 2017. 2003.
- 354 [Acemoglu and Johnson ()] 'Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth'. D Acemoglu , S  
355 Johnson , RobinsonJ A . *P.Aghion and S. Durlauf Handbook of Economic Growth* Amsterdam, (North-  
356 Holland) 2005. 87 p. .
- 357 [Rodrik et al. ()] 'Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic  
358 Development'. D Rodrik , A Subramanian , F Trebbi . *NBER Working Papers*, 2002. 9305.
- 359 [Sack and Wieland ()] 'Interest Rate Smoothing and Optimal Monetary Policy: A Review of Recent Empirical  
360 Evidence'. B Sack , V Wieland . *Journal of Business and Economics* 2007. 52 p. .
- 361 [Caballero and Krishnamurthy ()] 'International and Domestic Collateral Constraints in Model of Emerging  
362 Market Crisis'. R Caballero , A Krishnamurthy . *Journal of Monetary Economics* 2002. 5 p. .
- 363 [Lardeux ()] R Lardeux . *Le Rôle des Banques Centrales Après la Crise*, 2013. p. 172. (Les Idées Économiques  
364 et Sociales)
- 365 [Sabir and Zahid ()] 'Macroeconomic Policies and Business Cycle: The Role of Institutions in Selected SAARC  
366 Countries'. K S Sabir , Zahid . 51: 4. *The Pakistan Development Review* 4 Part II (ed.) 2012. Winter 2012.  
367 51 p. .
- 368 [Calderón and Schmidt-Hebbel ()] 'Macroeconomic Policies and Performance in Latin America'. C Calderón , K  
369 Schmidt-Hebbel . *Journal of International Monetary and Finance* 2003. 22 p. .
- 370 [Mcgettigan et al. ()] D Mcgettigan , Moriyama , N Ntsama , F Painchaud , H Qu , H Steinberg . *Monetary  
371 Policy in Emerging Markets : Taming the Cycle*, 2013. (IMF Working Paper, n° 96)
- 372 [Minoiu and Et Zanna ()] Dabla-Norris E Minoiu , C Et Zanna , LF . « *Business Cycle Fluctuations, Large  
373 Macroeconomic Shocks, and Development Aid*, 2015. 69 p. .
- 374 [Huang and Wei ()] 'Monetary Policies for Developing Countries: The Role of Institutional Quality'. H Huang ,  
375 S Wei . *Journal of International Economic* 2006. 70 p. .
- 376 [Coulibaly ()] 'Monetary Policy in Emerging Market Economies: What Lessons from the Global Financial  
377 Crisis?'. B Coulibaly . *Board of Governors of the Federal Reserve System*, (Washington) 2012. 39 p. .
- 378 [Hetzel ()] 'Monetary Policy in the 2008-2009 Recession'. R L Hetzel . *Economic, Quarterly*, 2009. 95 p. .
- 379 [De Mourgues ()] *Monnaie, Système Financier et Théorie Monétaire*, M De Mourgues . 1988. Paris. (3 e Edition)
- 380 [Fernandes and Kraay ()] 'Property rights institutions, contracting institutions and growth in South Asia: Macro  
381 and Micro Evidence'. A M Fernandes , C Kraay , A . *South Asia Growth and Regional Integration*, (The World  
382 Bank) 2007. 2007.
- 383 [ HaliE ()] *Qualité des Institutions et Résultats Économiques*, HaliE . 2003. (Inspiré du Chapitre III des)
- 384 [Reinhart Kenneth and Rogoff (2009)] Carmen M Reinhart & Kenneth , S Rogoff . *This Time is Different:  
385 Eight-Centuries of Financial Folly*, (Princeton, NJ) 2009. June 2009. Princeton University Press.
- 386 [Arellano and Bond ()] 'Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application  
387 to Employment Equations'. M Arellano , S Bond . *Review of Economic Studies* 1991. 58 p. .
- 388 [Calderón and Nguyen ()] 'The Cyclical Nature of Fiscal Policy in Sub-Saharan Africa'. C Calderón , H Nguyen  
389 . *Journal of African Economies* 2016. p. .
- 390 [Hodgson ()] 'The Evolution of Institutions: An Agenda For Future Research'. G-M Hodgson . *Constitutional  
391 Political Economy* 2002. p. 113.
- 392 [Reinhart and Rogoff ()] 'The Modern History of Exchange Rate Arrangements: A Reinterpretation'. C Reinhart  
393 , K Rogoff . *The Quarterly Journal of Economics* 2004. 119 p. .

- 394 [Woodford ()] 'The Taylor Rule and Optimal Monetary Policy'. M Woodford . *American Economic Review* 2001.  
 395 91 (2) p. .
- 396 [Fabbri and Padula ()] *University of Salerno, CSEF Working Paper*, Daniela Fabbri , Mario Padula . 2001. p.  
 397 65. (Judicial Costs and Household Debt)
- 398 [Kaminsky et al. ()] 'When It Rains, It Pours: Procyclical Capital Flows and Macroeconomic Policies'. G L  
 399 Kaminsky , C M Reinhart , C A Végh . *NBER Macroeconomics Annual*, M Gertler, & K Rogoff (ed.)  
 400 (Cambridge, Massachusetts) 2005. 2004. 19.
- 401 [Beck et al. ()] '« Bank Supervision and Corruption in Lending ». T Beck , A Démirguc-Kunt , R Levine .  
 402 *Journal Monetary Economics* 2006. 53 p. .
- 403 [Levy-Yeyati and Et Sturzenegger ()] '« Classifying Exchange Rate Regimes: Deeds vs'. E Levy-Yeyati , F Et  
 404 Sturzenegger . *European Economic Review* 2005. 49 p. .
- 405 [Cieslik and Et Goczek ()] '« Control of corruption, international investment and economic Growth : Evidence  
 406 from panel data'. A Cieslik , L Et Goczek . *World Development* 2018. 103 p. .
- 407 [Brown and Zehnder ()] '« Credit Reporting, Relationship Banking, and Loan Repayment». M Brown , C  
 408 Zehnder . *Journal of Money, Credit, and Banking* 2007. 2009. 39 p. . (Institutional Economics. Routledge)
- 409 [Lledó and Et Gadenne ()] '« Cyclical Patterns of Government Expenditures in Sub-Saharan Africa: Facts and  
 410 Factors', V Lledó , I Et Gadenne , L . WP/09/274. 2009.
- 411 [Guo and Et Stepanyan ()] '« Determinants of Bank Credit in Emerging Market Economies'. K Guo , V Et  
 412 Stepanyan . *IMF Working Paper*, 2011. 11 p. 51.
- 413 [Gozgor ()] '« Determinants of Domestic Credit Levels in Emerging Market: the Role of External Factors. »,  
 414 *Emerging Markets Review*, Gozgor . 2014. 2014. 18 p. .
- 415 [Gozgor ()] '« Determinants of the Domestic Credits in Developing Economies: The Role of Political Risks'.  
 416 Gozgor . *International Business and Finance*, 2018. p. .
- 417 [Fatas and Et Rose ()] '« Do Monetary Handcuffs Restrain Leviathan? Fiscal Policy in Extreme Exchange Rate  
 418 Regimes'. A Fatas , A Et Rose . *IMF Staff Papers* 2001. 47 p. .
- 419 [Thorton ()] '« Explaining Procyclical Fiscal Policy in African Countries'. J Thorton . *Journal of African  
 420 Economies* 2008. 17 (3) p. .
- 421 [Kaufman et al. ()] '« Govenance Matters III: Govenance Indicators for'. D Kaufman , A Kraay , M Et Mastruzzi  
 422 . *Banque Mondiale, World Bank Policy Research* 2003. 1996-2002. p. 2772. (Working Paper)
- 423 [Chen et al. ()] '« Greasing the Wheels of Bank Lending: Evidence from Private Firms in China'. Y Chen , M  
 424 Liu , J Su . *Journal of Banking and Finance* 2013. 37 p. .
- 425 [Foresti ()] '« How do Debt Constraints Affect Fiscal and Monetary Policies Interaction in a Strategic Monetary  
 426 Union?'. P Foresti . *Journal of Game Theory* 2013. 2 (2) p. .
- 427 [Aglietta ()] '« *Le Risque Systémique dans la Finance Libéralisée* », *Revue d'Économie Financière*, M Aglietta .  
 428 2013. 70 p. .
- 429 [Dixit and Et Lambertini ()] '« Monetary-Fiscal Policy Interactions and the Commitment versus Discretion in  
 430 a Monetary Union'. A Dixit , L Et Lambertini . *European Economic Review* 2001. 45 p. .
- 431 [Kuralbayeva ()] '« Optimal Fiscal Policy and Different Degrees of Access to International Capital Markets'. K  
 432 Kuralbayeva . *Journal of Development Economics* 2013. 103 p. .
- 433 [Djankov et al. ()] '« Private credit in 129 countries'. S Djankov , C Mcleish , A Shleifer . *Journal of Financial  
 434 Economics* 2007. 84 p. 30.
- 435 [« Rapport du Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique Centrale, à la Conférence des Chefs d'Etat BEAC ()]  
 436 '« Rapport du Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique Centrale, à la Conférence des Chefs d'Etat'.  
 437 BEAC 2019. 2019. Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale, Union Monétaire de  
 438 l'Afrique Centrale (Yaoundé les 21 et 22 Novembre)
- 439 [Avom and Et Bobbo ()] '« Réglementation de l'Industrie Bancaire et Exclusion Financière dans la CEMAC'. D  
 440 Avom , A Et Bobbo . *Afrique Contemporaine* 2018. 2018/2, n° 266. p. .
- 441 [Avom ()] '« Réglementation et Évolution de l'Intermédiation Bancaire au Cameroun', D Avom . 2004. CEREG,  
 442 Yaoundé.
- 443 [Doumbia ()] '« Surliquidité bancaire et sousfinancement de l'économie : Une analyse du paradoxe de l'UEMOA»,  
 444 *Revue Tiers Monde*, S Doumbia . 2011. p. .
- 445 [Lane ()] '« The Cyclical Behaviour of Fiscal Policy: Evidence from the OECD ». P Lane . *Journal of Public  
 446 Economics* 2003. 87 p. .
- 447 [Diallo ()] '« Tortuous Road toward Countercyclical Fiscal Policy: Lessons from Democratized Sub-Saharan  
 448 Africa'. O Diallo . *Journal of Policy Modelling* 2009. 31 p. .